

# 1

## L'historien et les mémoires de la Seconde Guerre mondiale en France

### L'essentiel à mémoriser

#### ■ Comment expliquer le triomphe du résistancialisme dans les années 1950 et 1960 ?

Il s'agit d'étudier ici **les mémoires collectives** qui se sont imposées en France après le conflit. Que signifie la mémoire collective ? C'est un héritage assumé ou inconscient, commémoré avec faste, parfois instrumentalisé à des fins politiques. **En cela, la mémoire collective se différencie réellement de l'histoire car la démarche historique se définit par la quête de la réalité des faits ; pour l'historien, il s'agit de comprendre l'événement vécu grâce à l'analyse rigoureuse et scientifique des documents.** Au contraire, la mémoire collective fait preuve de fidélité à des souvenirs parfois reconstruits par les témoins bien après l'événement. Cette mémoire fait souvent appel à l'émotion, à la subjectivité : elle propose une vision affective du passé. Mais il ne faut pas pour autant opposer mémoire collective et histoire : l'historien utilise la mémoire collective comme source d'information mais en prenant le recul nécessaire pour retrouver la réalité historique car celle-ci peut être parfois occultée voire transformée comme on peut le constater pour le thème que nous étudions.

⇒ **Le discours prononcé le 25 août 1944 par De Gaulle devant l'hôtel de ville à Paris** est un bel exemple de construction de la mémoire collective.

Il profite de la Libération de Paris pour proposer une mémoire collective qui n'a pas grande chose avec la réalité historique. De Gaulle, chef de la France libre, déclare : « Mais Paris libéré ! Libéré par lui-même, libéré par son peuple *avec le concours des armées de la France, avec l'appui et le concours de la France tout entière, c'est-à-dire de la seule France, de la vraie France, de la France éternelle* ».

Minimisant le rôle majeur des troupes anglo-américaines qui ont débarquées sur les plages normandes le 6 juin 1944 pour libérer l'Europe, De Gaulle rend hommage aux **FFL** (Forces françaises libres) qui ont débarqué en Provence à partir du 15 août 1944. Ensuite, il fait l'éloge d'une nation française en armes contre l'occupant allemand ce qui est loin d'être le cas : **la Résistance intérieure a bien appelé à l'insurrection générale dans tout le pays mais celle-ci n'eut pas réellement lieu** car dans plus de 80 % des préfectures, les Français se sont contentés d'attendre le départ des troupes allemandes. Peu de villes ont connu une insurrection comme à Paris ; on peut citer aussi le cas de Strasbourg.

Les phrases en italiques dans le discours de De Gaulle permettent de construire une mémoire collective gratifiante pour la très grande majorité des Français qui n'ont pas pris part au conflit qui se déroulait sur leur territoire entre les collaborateurs (partisans de l'Occupation allemande) et les résistants (ceux qui décident de poursuivre le combat mené par De Gaulle exilé à Londres qui en appelle à la Résistance avec son **appel du 18 juin 1940**).

À la Libération, De Gaulle refuse de proclamer la République considérant que **le régime de Vichy était « nul et non avenu »**. On retrouve un propos similaire dans la bouche du **procureur général de Mornet lors du procès de Pétain en 1945** qui évoqua les « **quatre ans à rayer de notre histoire** » au sujet de la période de l'Occupation allemande. Ces propos traduisent bien l'état d'esprit de l'époque ; on veut tout simplement oublier les années noires de notre histoire et ne se consacrer qu'à la Reconstruction.

Les années noires vont être vues du point de vue des résistants et ce sont les mouvements de Résistance qui vont imposer leur mémoire collective. Cependant, **la Résistance française** qui comprend les FFL et les FFI (Forces françaises de l'intérieur) **est divisée globalement en deux camps** : d'un côté, **la Résistance communiste**, de l'autre **la Résistance gaulliste**. Chacune va tenter d'imposer sa version des faits mais toutes deux défendent le mythe du résistancialisme. Néanmoins, une partie de la population ne se reconnaît pas du tout dans le discours de la Résistance, et, décide de défendre **une contre-mémoire maréchaliste** qui surgit en 1951, à la mort de Pétain.

Sous la IV<sup>e</sup> République (1946-1958), on constate l'omnipotence du **parti communiste** dans la vie politique française. C'est le premier parti politique de France ce qui lui permet de faire triompher sa mémoire. Les « camarades » se font appeler **le « parti des 75 000 fusillés »**, affirmation erronée car les Allemands « n'ont fusillé pendant la guerre » que 35 000 Français pour faits de Résistance, et, tous n'étaient pas communistes. Néanmoins, cette mémoire communiste n'arrive pas à s'imposer car c'est trop clivant : elle propose une dimension populaire des combats de la Résistance : seule, la classe ouvrière aurait résisté alors que les bourgeois sont présentés comme des « collabos ».

Une bonne partie de la société française n'arrive pas à s'identifier à cette mémoire communiste, et, les années 1950 voient aussi la résurgence de l'extrême-droite qui veut défendre le régime de Vichy. Pour cela, elle dénonce les excès de **l'épuration**.

⇒ Il a bien existé deux formes d'épuration, **une sauvage** qui se développe peu de temps après le débarquement et qui conduit à l'exécution sommaire de 9 000 personnes et organise aussi la tonte des femmes accusées de « collaboration horizontale » avec l'ennemi. Il y a **l'épuration légale**, encadrée par l'administration qui se met en place à partir de septembre 1944. Cette épuration légale a eu pour objectif de sanctionner les individus pour fait de collaboration plus ou moins grave : 125 000 personnes ont été jugées et 75 % d'entre elles ont été condamnées ce qui est assez peu si on compare avec d'autres pays. La condamnation la plus courante était l'indignité nationale (être déchu de son droit de vote et puni d'inéligibilité pour quelques années).

**Les années 1951 et 1952 marquent le retour en grâce de ces réprouvés de l'épuration ainsi que le retour de la droite modérée non gaulliste au pouvoir.** La nomination d'Antoine Pinay au poste de président du conseil (chef de gouvernement) en 1952 symbolise le retour aux affaires de ceux qui n'ont pas fait de choix pendant l'Occupation, ou, qui n'ont pas fait forcément le bon choix pendant cette période.

⇒ **Antoine Pinay** représente bien la situation de ceux qui n'ont pas réellement pris franchement parti pour un camp ou un autre. Il a participé au Conseil national de Vichy certes, mais, a refusé de servir le régime de Vichy. Il démissionne de ce conseil au cours de l'année 1942, et, préfère aider la Résistance sans pour autant l'intégrer. À la Libération, il est inquiété par les communistes pour fait de collaboration mais est lavé de tout soupçon.

Cette droite incarnée par Antoine Pinay arrive à convaincre les gaullistes d'instituer **l'oubli juridique** avec le vote de l'amnistie promulguée en 1951 ; **en 1953 c'est l'amnistie générale.** Mais, la même année, à la demande des associations d'anciens combattants, de résistants et de déportés, une loi décide de faire du 8 mai un jour férié mais non payé.

**La mort de Pétain en 1951 favorise la résurgence de l'extrême-droite qui décide défendre et de réhabiliter la mémoire du Maréchal Pétain.** Elle réclame la révision de son procès et le transfert des cendres de Pétain à l'ossuaire de Douaumont (monument commémoratif construit sur le site de la bataille de Verdun pour rendre hommage aux soldats ayant participé à cette bataille). Par cette requête, il s'agissait de réhabiliter Pétain, **le vainqueur de Verdun.** Mais, cette extrême-droite va plus loin car elle tente d'imposer **sa mémoire maréchaliste reposant sur « le mythe du bouclier et de l'épée »** : il s'agit de défendre l'idée d'un accord tacite entre Pétain et De Gaulle. Pétain aurait été le bouclier cherchant à protéger les populations civiles, alors que De Gaulle était chargé de préparer la revanche militaire. L'extrême-droite accuse les résistants d'être les seuls responsables des représailles organisées par l'armée allemande à l'encontre des populations civiles à la suite des actions perpétrées par les FFI (sabotage des lignes de chemin de fer, dynamitage de routes et ponts, embuscades organisées).

La Résistance gaulliste a été défendue par « les compagnons » de De Gaulle, les fidèles de la première heure. À la Libération, ils créent **le RPF** (rassemblement pour le peuple français) pour défendre la mémoire gaulliste sous la IV<sup>e</sup> République. Mais avec le retour de De Gaulle au pouvoir en 1958, cette mémoire s'impose, et, **la période 1958-1968 correspond au triomphe du résistancialisme gaulliste qui a pour objectif de décomplexer les Français par rapport à cette période.** En effet, cette mémoire s'adresse d'abord **aux attentistes**, c'est-à-dire à ceux qui n'ont rien fait par indifférence ou par peur. On modifie l'image du résistant : de rebelle, il devient un patriote soucieux de la Libération de son pays. **On fabrique une mémoire héroïque du conflit** en transformant l'expérience des maquis en une aventure collective de tous les Français. Il s'agit aussi de droitiser cette mémoire de la Résistance : la Seconde Guerre mondiale est présentée plus comme une

lutte nationale contre l'ennemi héréditaire allemand que comme un combat idéologique contre le nazisme. Ce résistancialisme s'appuie sur l'appel du 18 Juin et sur le discours du 25 août 1944 analysé plus haut. **Le mont Valérien** devient un lieu de mémoire privilégié pour les gaullistes car plus d'un millier d'otages et de prisonniers français ont été fusillés dans ce fort par les soldats allemands. Il est **inauguré le 18 juin 1960**, et, on y érige **la croix de Lorraine**, le symbole de la France libre. Les noms des héros de la Résistance sont souvent sollicités pour baptiser les rues, avenues ou places. On peut évoquer d'autres lieux de mémoire, comme les maquis démantelés par les Allemands (le Vercors) ou celui du village d'**Oradour-sur-Glane**, village martyr conservé en état ; il s'agit du plus grand massacre de civils en France organisé par les troupes allemandes quelques jours après le débarquement en Normandie, le 10 juin 1944.

⇒ **L'année 1964 marque l'apogée du mythe gaulliste de la Résistance.** De Gaulle fait le choix de ne pas participer aux commémorations organisées pour le 20<sup>e</sup> anniversaire du débarquement allié en Normandie, mais se rend en Provence le 15 août 1964 pour célébrer le débarquement des FFL. Son attitude scandalise la Grande-Bretagne et encore plus les États-Unis. Néanmoins, cette attitude est conforme au contenu de son discours du 25 août 1944. **D'ailleurs, en 1959, le gouvernement gaulliste avait annulé la décision prise en 1953 de faire du 8 mai un jour férié.**

**Le 19 décembre 1964** a lieu **le transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon** (monument qui honore les grands hommes qui ont marqué l'histoire de France). **André Malraux**, ministre de la Culture, ancien résistant et compagnon de De Gaulle, organise une cérémonie exceptionnelle, empreinte de solennité. Son discours rend hommage à ce résistant qui joua un rôle important, celui de réussir l'unification des différents réseaux de Résistance et de faire reconnaître la légitimité de De Gaulle en tant que chef de la Résistance. Ce discours lui donna aussi l'occasion de prononcer ce célèbre syllogisme : « **La Résistance, c'est De Gaulle ; De Gaulle, c'est la France ; donc la Résistance, c'est la France** ».

Il faut ajouter aussi qu'au même **moment l'Assemblée nationale vote à l'unanimité une loi sur « l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité »**. Cela signifie que cette loi organise l'impossibilité juridique de l'oubli jusqu'au dernier survivant. Aveuglés par le mythe résistancialiste les députés français ne peuvent pas s'imaginer que cette loi puisse concerner un ressortissant français. Elle a été faite essentiellement pour juger des Allemands ayant commis des crimes contre l'humanité sur le territoire français.

Pendant les années 1960, se multiplie la production de films consacrés à la Résistance. En 1966 sort *La Grande Vadrouille* de Gérard Oury qui est une véritable pochade ridiculisant l'armée allemande : on y montre des Français résistants et vainqueurs face aux soldats allemands sous les traits d'idiots. Un autre film, *L'armée des ombres*, de Jean-Pierre Melville sorti en 1969 donne une tout autre vision de la Résistance, présentée comme un monde d'ombres : les résistants sont des morts en sursis qui risquent leur vie pour transporter des tracts ou cacher des personnes.

Pour résumer, **le résistancialisme (terme inventé par l'historien Henry Rousso)**, a pour objectif de faire croire que les Français ont tous résisté en s'opposant aux nazis et au régime de Vichy. Cette mémoire collective décide aussi d'ignorer la collaboration de Vichy avec les nazis. Tout cela dans le but de réunifier la nation française et d'éviter ainsi les tensions. Et, ce sont les communistes et les gaullistes qui défendent le mieux cette mémoire résistancialiste qui relève du mythe.

Les autres mémoires de cette période sont écartées, voire ignorées, ou niées. Cela concerne **les soldats français faits prisonniers** (environ 1 million) qui ne peuvent prétendre à une quelconque reconnaissance étant donné que les Français ne retiennent de cette période que cette terrible débâcle militaire sans précédent dans notre histoire. Ensuite, il y a tous ceux qui ont travaillé en Allemagne dans le cadre du **STO** (service du travail obligatoire) pour participer à l'effort de guerre. La France fut un des pays qui a fourni les plus gros effectifs avec environ 1 million de personnes et la plupart d'entre eux voudraient obtenir le statut de déportés alors que la population les considère comme des traites. Puis, il y a les **Malgré-Nous** qui désignent les Alsaciens et les Mosellans qui ont été enrôlés dans la Wehrmacht du fait de l'annexion de l'Alsace-Moselle au Reich : ils ont pu être volontaires, mais en général, les Alsaciens insistent beaucoup sur le fait qu'ils ont été enrôlés de force.

⇒ C'est **le procès de Bordeaux de 1953** qui met en valeur un conflit de mémoire entre les Alsaciens et le reste du pays. **13 Malgré-Nous sont jugés pour les crimes commis à Oradour-sur-Glane** et le tribunal militaire de Bordeaux considère qu'ils sont coupables, et, les condamne tous aux travaux forcés. Pour les Alsaciens, ces Malgré-Nous devaient être considérés comme des victimes. **Ici, on a bien un exemple de conflit mémoriel entre les Alsaciens et le reste de la population** pour qui les Malgré-Nous sont des traîtres. L'indignation des Alsaciens est totale et prend plusieurs formes : à Strasbourg, le monument aux morts est drapé de noir et la place de Bordeaux est débaptisée, les drapeaux sont mis en berne. **Face à ce tollé, le gouvernement décide de faire voter une loi d'amnistie générale en 1953** (évoquée plus haut).

On constate que **le massacre d'Oradour-sur-Glane** ne peut pas être le symbole de l'unité nationale dans la souffrance à cause de cette concurrence victimaire entre les deux régions concernées l'Alsace et le Limousin. Avec le massacre d'Oradour-sur-Glane et la question des Malgré-Nous, vous avez ici un bel exemple de **conflit mémoriel** et de **concurrence mémorielle**.

## ■ Pourquoi assiste-t-on à la remise en cause du mythe de la France unanimement résistante ?

Plusieurs facteurs facilitent la remise en cause du résistancialisme dans les années 1970.

La **génération du baby-boom** née pendant ou après la Seconde Guerre mondiale est sans complexe à l'égard de cette période c'est pour cela qu'elle veut découvrir la vérité historique, ce qui s'est réellement passé. Et, cela va prendre parfois l'allure d'un règlement de compte. Le cinéma participe à sa manière à cette prise de conscience avec *Le chagrin et la pitié* de Marcel Ophüls de 1971 interdit de télévision jusqu'en 1981.

⇒ Ce documentaire nous fait découvrir **le quotidien des Français à Clermont-Ferrand entre 1940 et 1944** (ville située à proximité de Vichy). Il rompt ainsi avec la vision dominante d'une France unie et résistante. Au contraire, il montre à l'aide des images d'archives et de témoignages d'habitants que le comportement des populations face à l'Occupant allemand était beaucoup plus ambigu. **Ce documentaire a le mérite de présenter une France plus complexe** : on découvre des Français **maréchalistes** (fidèles à Pétain qui peut selon eux résoudre les difficultés) ou **attentistes** (se refusent à prendre position dans ce conflit) ou encore **résistants**. Ce film révèle aussi l'existence de **collaborateurs** avec le cas de Christian de la Mazière, aristocrate français et fasciste, qui s'est enrôlé dans la division Charlemagne comme 7 000 autres Français. La division Charlemagne était une unité spéciale de la SS envoyée au front Est pour aider les Allemands à combattre l'armée soviétique.

La parution en 1973 du livre de l'historien américain **Robert Paxton, La France de Vichy**, fait l'effet d'une bombe car l'auteur propose une nouvelle interprétation de cette période. Il remet en question la thèse du « bouclier et de l'épée ». En s'appuyant sur les archives allemandes notamment, **il démontre que la collaboration d'État a été voulue par Pétain et son entourage** dont le coup d'envoi est officialisé par cette fameuse poignée de main échangée entre Pétain et Hitler lors de l'entrevue de Montoire le 24 octobre 1940. En général, c'est le gouvernement de Vichy qui s'est comporté comme un collaborateur zélé en devant les demandes allemandes. Il met aussi en valeur l'idéologie de Vichy avec son projet de « Révolution nationale » : il s'agit de transformer la France en lui imposant de nouvelles valeurs (« travail, famille, patrie » remplaçant la devise républicaine). Cet ouvrage fait scandale mais il est accueilli favorablement notamment par les jeunes historiens français.

Il faut ensuite évoquer l'attitude du monde politique à l'égard de ce passé pour comprendre la fin du mythe résistancialiste. Après De Gaulle qui se retire du pouvoir en 1969, on note que **le pouvoir politique n'assume plus le résistancialisme gaulliste et préfère organiser l'amnésie** de cette période. On peut observer que cette attitude est contradictoire avec la loi votée sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité. Pour le président

de la République **Georges Pompidou** (1969-1974), l'oubli est salutaire et il n'hésite pas à s'entourer de conseillers ayant occupé par le passé des postes ou des fonctions officielles sous le régime de Vichy. Il fait le choix de gracier Paul Touvier en 1971 au nom de l'oubli.

- ⇒ En temps que responsable de la Milice lyonnaise (organisation paramilitaire créée en 1943 pour lutter contre les résistants), **il ordonna l'assassinat de 7 juifs raflés au hasard dans la ville de Lyon en 1944 pour venger la mort de Philippe Henriot** (éditorialiste à l'antenne de Radio-Paris pour défendre la collaboration et attaquer la France libre). C'est le seul acte criminel qui lui est reproché à la Libération. Il entre dans la clandestinité et trouve refuge au sein du milieu catholique. Il change d'identité et refait sa vie. En 1947, il est condamné à mort par contumace. Mais grâce à l'intervention de son ami Monseigneur Duquaire, il finit par obtenir la grâce présidentielle.

Le successeur de Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing agit de la même manière, il eut pour ministre du Budget **Maurice Papon**. Au nom de l'amitié franco-allemande, Valéry Giscard d'Estaing fait le choix en 1975 de mettre fin à la célébration de la victoire alliée et de la commémoration du 8 mai.

- ⇒ **Il fut secrétaire général de la préfecture de Gironde entre 1942 et 1944 et s'occupait en particulier du Service des questions juives.** Ce service avait pour objectif de recenser les populations juives et d'organiser les arrestations et les déportations vers le camp de Drancy. Près de 1 600 juifs ont été raflés dans la région bordelaise et la responsabilité de Maurice Papon fut pointée du doigt. À partir de l'année 1943 et surtout 1944, il prend contact avec les réseaux de la Résistance ce qui lui permet de ne pas être inquiété à la Libération. Il put ainsi poursuivre sa carrière de haut fonctionnaire de l'État sous la IV<sup>e</sup> puis la V<sup>e</sup> République.

En 1981 le 8 mai redevient jour férié de commémoration nationale à l'initiative de **François Mitterrand**, élu président de la République. Il rétablit aussi le faste des cérémonies du 6 juin pour mieux faire oublier l'homme du 18 juin, c'est-à-dire De Gaulle. Et, il fait fleurir la tombe de Pétain en qualité de chef d'État en 1984, puis, en tant que simple particulier entre 1987 à 1993. Cette attitude suscitant la polémique, il justifia son geste en prétextant qu'il rendait hommage uniquement au vainqueur de Verdun faisant abstraction de la période de l'Occupation. Néanmoins, on découvre aussi qu'il continua d'entretenir son amitié avec **René Bousquet** haut fonctionnaire et collaborateur qui **organisa avec les Allemands la rafle du Vel' d'Hiv des 16 et 17 juillet 1942**. Ce fut la plus grande arrestation massive de populations juives planifiée en France : plus de 13 000 personnes sont arrêtées avant d'être envoyées pour la plupart à Auschwitz pour y être exterminées.

- ⇒ René Bousquet démarre une brillante carrière de haut fonctionnaire sous la III<sup>e</sup> République avant de se fourvoyer dans la collaboration. En tant que **secrétaire général à la police du régime de Vichy en 1942 et 1943**, il exerce un rôle important dans la collaboration policière de Vichy avec les Allemands. Ce fut **une des personnalités les plus marquantes de la collaboration, mettant la logistique policière française au service des occupants**

**pour réaliser la Solution finale** : arrestations menées grâce au fichier des juifs créé par Vichy, transports et internements dans les camps de transit comme le camp de Drancy assurés par la police française. La majeure partie des déportations de population juive ont été réalisées sous le contrôle de René Bousquet : il est responsable de la déportation d'environ 60 000 personnes sur un total de 76 000 juifs déportés pendant la période de l'Occupation. La Libération ne sonne pas pour autant le glas de sa carrière ; il est frappé d'indignité nationale en 1949 mais sa peine est commuée pour faits de Résistance. Il fut même amnistié en 1957 et retrouva sa légion d'honneur. Il entama après la guerre une brillante carrière d'homme d'affaires ce qui lui permit de conserver des liens avec le monde politique. Et pour ce qui est des liens avec François Mitterrand, ils remontent à la période de l'Occupation.

Pour comprendre les agissements de François Mitterrand, il faut s'intéresser à son parcours personnel. Cet homme a un passé très intéressant et complexe. Il appartient à une catégorie particulière, celle des **vichysto-résistants, terme créé par l'historien Jean-Pierre Azéma**. Le mythe gaulliste résistancialiste n'a jamais accordé de place à ce type de résistant qui a pourtant bien existé et il faut attendre l'affaire Mitterrand pour que les Français découvrent enfin cette autre facette de l'histoire de l'Occupation. **Certains vichysto-résistants ont été sincèrement pétainistes**, persuadés que « l'homme providentiel », Pétain, pouvait éviter la catastrophe à la France occupée en protégeant les populations civiles. Ils ont donc participé au régime de Vichy. Ensuite, les déceptions se sont accumulées pour eux ce qui les a conduits à migrer vers la Résistance à partir de Novembre 1942, c'est-à-dire après l'invasion de la zone libre par les Allemands. Mais, **d'autres vichysto-résistants ont agi par pur cynisme** en se ralliant le camp des Allemands, les nouveaux maîtres de l'Europe. Suffisamment bien avisés, et, sentant le vent tourné pour l'Allemagne nazie, ils rejoignent les rangs de la Résistance à partir de l'été 1943 car l'issue de la guerre ne fait plus de doute à ce moment-là. Beaucoup de hauts fonctionnaires ont connu un tel parcours sans trop se compromettre avec Vichy afin de préserver leur carrière après la guerre et le profil de Maurice Papon vu plus haut correspond bien à cette catégorie. Quant à l'affaire Mitterrand, elle démarre avec la parution en 1994 du livre de Pierre Péan, *Une jeunesse française*, qui raconte l'itinéraire de ce vichysto-résistant. La sortie de l'ouvrage fait scandale car l'opinion publique s'accommode mal de cette vision complexe de l'histoire de l'Occupation. Elle préfère les profils plus tranchés « collabo » ou résistant et se satisfait davantage d'une vision plus simpliste en noir et blanc de cette période. Pourtant **le parcours de François Mitterrand est davantage révélateur de l'attitude de la majorité des Français pendant les années d'Occupation**. Quant au principal intéressé, il a toujours refusé de s'expliquer sur son passage à Vichy entre janvier 1942 et janvier 1943 avant d'intégrer un réseau de Résistance non gaulliste, et, n'a jamais renié son amitié avec René Bousquet. En guise de bilan, on peut noter que la classe politique dans son ensemble, pour peu qu'elle ait vécu cette période, n'est pas au clair avec ce passé. Et, elle préfère louvoyer.